

LES TRANSPORTS

LE PROJET DE HAUSSE DU TARIF FERROVIAIRE POUR LA POTASSE

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre des Transports. Mercredi dernier, il s'est engagé à demander à la Commission canadienne des transports si l'on en avait appelé de la décision d'augmenter le tarif de transport de la potasse. Peut-il nous dire aujourd'hui s'il y a eu appel et, sinon, ne pourrait-il demander à la Commission d'examiner l'à-propos de l'augmentation proposée?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): En réponse à la première partie de la question, monsieur l'Orateur, j'ai vérifié si on avait contesté cette décision et jusqu'à ce matin on n'avait rien fait dans ce sens. Je ne sais si je suis autorisé à demander à la Commission de prendre une telle initiative, mais ceux qui désirent en appeler peuvent s'y prendre de diverses manières.

* * *

• (1450)

LES POSTES

LES SERVICES PROVINCIAUX DE LIVRAISON DU COURRIER CALGARY-EDMONTON

M. Don Mazankowski (Vegreville): Monsieur l'Orateur, ma question était destinée au ministre des Postes. En son absence, je pourrais peut-être la poser au secrétaire parlementaire. Peut-il dire à la Chambre si le ministre des Postes a entrepris une enquête sur les circonstances qui ont donné lieu à la décision du gouvernement provincial de l'Alberta d'instaurer des services privés de livraison entre les villes de Calgary et Edmonton pour le courrier gouvernemental?

M. Gerald Richard Cobbe (secrétaire parlementaire du ministre des Postes): Monsieur l'Orateur, le ministre étudie la question et quand l'enquête sera terminée les renseignements, j'en suis certain, seront communiqués au député.

M. Mazankowski: Le secrétaire parlementaire s'engagerait-il à faire déposer ces renseignements à la Chambre ou à faire une déclaration à l'appel des motions?

M. Cobbe: Monsieur l'Orateur, j'en parlerai au ministre.

* * *

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

LE COÛT EXORBITANT DES CONTRE-TORPILLEURS D'ESCORTE

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question au ministre des Approvisionnement et Services. Vu la rumeur que le coût des quatre contre-torpilleurs d'escorte atteint déjà le chiffre astronomique de plus de 300 millions de dollars, soit une fois et demie le montant prévu, et que la construction n'en sera terminée que dans un an, le ministre voudrait-il exa-

miner la chose et faire une déclaration à la Chambre pour faire le point à ce sujet?

L'hon. James Richardson (ministre des Approvisionnement et Services): Monsieur l'Orateur, le ministre de la Défense nationale a déjà fait des déclarations précises là-dessus. Le programme des destroyers porteurs d'hélicoptères se conforme au budget approuvé par le Conseil du Trésor.

M. Baldwin: Ce n'est pas ce que j'ai entendu dire.

* * *

LES AFFAIRES URBAINES

L'ORDRE DU JOUR DE LA CONFÉRENCE TRIPARTITE

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question au ministre d'État chargé des affaires urbaines. Est-il vrai que l'ordre du jour de la Conférence des trois paliers n'a pas encore été fixé? Dans ce cas, le ministre nous dirait-il quand il se propose de le déposer à la Chambre?

L'hon. Ron Basford (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, l'ordre du jour exposé dans le rapport que j'ai déposé au début de la séance de cet après-midi a été approuvé. J'en enverrai volontiers un exemplaire au député.

M. Alexander: Le ministre nous dirait-il si les représentants des trois paliers seront sur le même pied à la Conférence?

L'hon. M. Basford: Monsieur l'Orateur, ils y assisteront selon les dispositions approuvées, recommandées et exposées dans le rapport que j'ai déposé aujourd'hui.

* * *

LA COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

L'AGENCE PINKERTON ET LE PROJET DE REMPLACEMENT DU CORPS CANADIEN DES COMMISSIONNAIRES

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Affaires urbaines. Le ministre est-il maintenant en mesure de répondre à la question que je lui posais les 4 et 16 mai pour tenter de savoir si la Commission de la capitale nationale a passé un contrat avec l'agence Pinkerton, succursale d'une maison américaine, pour la prestation de services assurés jusque-là par le Corps canadien des commissionnaires?

L'hon. Ron Basford (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, il semble que la surveillance de certaines propriétés de la Commission de la capitale nationale soit confiée à la Gendarmerie royale, qui retenait jadis les services de membres du Corps canadien des commissionnaires, à titre d'auxiliaires. Cependant, les dirigeants du Corps ont fait savoir cette année à la Gendarmerie qu'ils ne pouvaient plus lui fournir d'agents pour cela et la Gendarmerie a pris d'autres arrangements, à titre temporaire, avec l'agence Pinkerton.